Commission municipale du Québec

(Division juridictionnelle)

Date : Le 2 octobre 2024

Dossier : CMQ-71022-001 (34013-24)

SOUS LA PRÉSIDENCE DU JUGE ADMINISTRATIF : THIERRY USCLAT
Vice-président

**Direction des enquêtes et des poursuites
en intégrité municipale**

Partie poursuivante

C.

Richard Poirier
conseiller, Municipalité de Denholm

Élu visé

**ENQUÊTE EN ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE
EN MATIÈRE MUNICIPALE**

DÉCISION

(Plaidoyer de culpabilité et sanction)

APERÇU

[1] La Commission municipale du Québec est saisie d'une citation en déontologie municipale concernant monsieur Richard Poirier, conseiller de la Municipalité de Denholm, conformément à l'article 22 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*¹ (LEDMM).

[2] Cette citation, déposée par la Direction des enquêtes et des poursuites en intégrité municipale de la Commission (la DEPIM), allègue que l'élu aurait commis deux manquements au *Code d'éthique et de déontologie des élus de la Municipalité de Denholm*² :

- Le ou vers le 11 juillet 2024, lors d'un échange avec la directrice générale, monsieur Poirier a tenu des propos irrespectueux envers celle-ci contrevenant ainsi à l'article 5.2.1 du Code.
- Le ou vers le 13 août 2024, lors d'une plénière, monsieur Poirier a tenu des propos irrespectueux envers la directrice générale, contrevenant ainsi à l'article 5.2.1 du Code.

[3] Lors de l'audience, Richard Poirier admet avoir commis les manquements qui lui sont reprochés. Il confirme que son plaidoyer est libre et volontaire et qu'il connaît les conséquences de celui-ci.

CONTEXTE

[4] Un exposé conjoint des faits signé par les parties le 26 septembre 2024, complété verbalement à l'audience, relate les faits et les circonstances relatives à ces manquements.

[5] Le Tribunal considère utile d'en exposer certains éléments :

- Monsieur Poirier est conseiller de la Municipalité de Denholm depuis les élections de 2001 ;

¹ RLRQ, chapitre E-15.1.0.1.

² Règlement n° 2022-02.

- Monsieur Poirier est également administrateur de l'organisme à but non lucratif *Bingo entraide* Politmore QC, nommé ci-après « *Bingo entraide* » ;
- La mission de *Bingo entraide* est de venir en aide aux familles démunies de la région de Denholm ;
- Le ou vers le mois d'avril 2024, *Bingo entraide* dépose une demande d'aide financière de mille dollars à la Municipalité de Denholm ;
- Il appert de la demande d'aide financière que l'argent reçu sera utilisé afin d'acheter des articles scolaires et des vêtements d'hiver aux enfants de trois écoles de la région ;
- Le ou vers le 7 mai 2024, la résolution n° AR24-05-089 intitulée « Demande d'aide financière – *Bingo entraide* » est adoptée unanimement ;
- Cette résolution prévoit que le Conseil autorise l'aide financière de mille dollars à condition pour *Bingo entraide* de fournir un état financier annuel ainsi que des reçus d'achats de matériels pour la totalité de la donation annuelle ;
- Le ou vers le 11 juillet 2024, monsieur Poirier se rend au bureau de la directrice générale afin de récupérer le chèque de mille dollars ;
- Lors de cette rencontre, étant donné l'absence de preuve d'achat, la directrice générale refuse de remettre le chèque d'aide financière au profit de *Bingo entraide* à monsieur Poirier ;
- Lors de cet échange, en colère de la situation et refusant de fournir des preuves d'achats, monsieur Poirier s'adresse à la directrice générale et lui mentionne : « ton chèque, tu peux te le mettre dans le cul » ;
- À la suite de cette discussion avec l' élu, la directrice générale entreprend d'amasser elle-même des articles scolaires pour les enfants de Denholm en prévision de la rentrée 2024 ;
- Le ou vers le début du mois d'août 2024, la directrice générale fait la promotion de cette initiative à la radio locale ;
- Lors de l'écoute de cet extrait, monsieur Poirier comprend que l'initiative de *Bingo entraide* sera finalement effectuée par la Municipalité ;
- Le ou vers le 13 août 2024, une plénière du conseil municipal se tient en présence de l'ensemble des élus et de la direction générale ;
- Lors de la plénière, la question des dons amassés pour les enfants de Denholm est abordée par la directrice générale ;
- C'est lors de cet échange, qualifié de houleux, que le conseiller Poirier exprime sa frustration à la directrice générale et lui mentionne à plusieurs reprises : « je voulais t'arracher la tête ».

[6] Les avocats de la DEPIM et Richard Poirier soumettent, en même temps que l'exposé commun des faits, une recommandation conjointe de sanction qui suggère l'imposition d'une suspension de cinq (5) jours pour le premier manquement et une suspension de quinze (15) jours pour le deuxième manquement.

[7] Les avocats de la DEPIM soulignent les facteurs atténuants suivants :

- Monsieur Poirier a collaboré à l'enquête administrative de la DEPIM ;
- Les admissions faites par monsieur Poirier évitent de convoquer des témoins et de tenir une audience de même que le paiement d'honoraires professionnels par la Municipalité.

[8] Monsieur Poirier explique au Tribunal les circonstances des échanges qu'il a eus avec la directrice.

[9] Le Tribunal note que Richard Poirier n'a aucun antécédent déontologique.

ANALYSE

[10] Les articles pertinents au *Code d'éthique et de déontologie de la Municipalité de Denholm* se lisent ainsi :

« 5.2 Règles de conduite et interdictions

5.2.1 Le membre du conseil doit se conduire avec respect et civilité.

Il est interdit à tout membre du conseil de se comporter de façon irrespectueuse ou incivile envers les autres membres du conseil municipal, les employés municipaux ou les citoyens par l'emploi, notamment, de paroles, d'écrits ou de gestes vexatoires, dénigrants ou intimidants ou de toute forme d'incivilité de nature vexatoire. »

[11] Comme décidé par la Cour suprême³, une recommandation conjointe ne devrait être écartée que si la peine proposée est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice ou si elle est contraire à l'ordre public.

[12] Elle a rappelé qu'une recommandation commune relative à la sanction devrait, en principe, être acceptée en raison des avantages que cela apporte pour tout le système de justice.

[13] Après avoir pris connaissance de l'exposé des faits, des observations faites à l'audience et des circonstances de ce dossier, le Tribunal est d'avis que la

³ *R. c. Anthony-Cook*, 2016 CSC 43, par. 25 à 34. Cette question a aussi été traitée dans *Jean Claude Gingras*, CMQ-65167, 24 janvier 2018, ainsi que dans *Donald John Philippe*, CMQ-66829, 26 juillet 2019.

recommandation commune n'est pas déraisonnable, susceptible de déconsidérer l'administration de la justice, ni contraire à l'ordre public.

[14] Le Tribunal accepte donc le plaidoyer de culpabilité sur les manquements et retient la recommandation conjointe sur la sanction.

EN CONSÉQUENCE, LE TRIBUNAL :

- **ACCEPTE** le plaidoyer de culpabilité de Richard Poirier.
- **CONCLUT QUE** Richard Poirier a commis un manquement à l'article 5.2.1 du *Code d'éthique et de déontologie de la Municipalité de Denholm* en tenant des propos irrespectueux envers la directrice générale le 11 juillet 2024.
- **IMPOSE** à Richard Poirier, à titre de sanction pour ce manquement, une suspension de cinq (5) jours de toutes ses fonctions de conseiller municipal ainsi que celles de membre de tout comité ou organisme lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du Conseil municipal, et ce, sans rémunération, allocation ou toute autre somme qu'il pourrait recevoir de la Municipalité ou d'un autre organisme lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du Conseil.
- **CONCLUT QUE** Richard Poirier a commis un manquement à l'article 5.2.1 du *Code d'éthique et de déontologie de la Municipalité de Denholm* en tenant des propos irrespectueux envers la directrice générale le 13 août 2024.
- **IMPOSE** à Richard Poirier, à titre de sanction pour ce manquement, une suspension de quinze (15) jours de toutes ses fonctions de conseiller municipal ainsi que celles de membre de tout comité ou organisme lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du Conseil municipal, et ce, sans rémunération, allocation ou toute autre somme qu'il pourrait recevoir de la Municipalité ou d'un autre organisme lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du Conseil.

- **SUSPEND** Richard Poirier pour une durée de vingt (20) jours à compter du 9 octobre 2024, de toutes ses fonctions de conseiller municipal ainsi que celles de membre de tout comité ou organisme lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du Conseil municipal, et ce, sans rémunération, allocation ou toute autre somme qu'il pourrait recevoir de la Municipalité ou d'un autre organisme lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du Conseil.

THIERRY USCLAT, Vice-président et
Juge administratif

TU/aml

M^e Laurie Beaulieu
Direction des enquêtes et des poursuites en intégrité municipale
Partie poursuivante

Audience tenue en mode virtuel, le 1^{er} octobre 2024

La version numérique de ce document constitue l'original de la Commission municipale du Québec	
Secrétaire	Président